

**ASSURANCES HOSPITALIERES :
RESPONSABILITE CIVILE
ET RISQUES ANNEXES POUR LE COMPTE DE
L'INSTITUTION NATIONALE DES INVALIDES
(Paris et Woippy)**

- **Lot 1 : Responsabilité civile**
- **Lot 2 : Cybersécurité**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES
(CCAP)**

Passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles L1111-4, L2124-1 (marché formalisé), L2124-2 (choix offre économiquement la plus avantageuse, sans négociation sur critères objectifs connus des candidats), R2124-2-1°(appel d'offre ouvert), R2161-2 à R2161-5 (marché formalisé-délais examen des offres) du code de la commande publique.

SOMMAIRE

ARTICLE 1	DESCRIPTION DU MARCHE.....	3
1.1	OBJET DU MARCHE.....	3
1.2	FORME DU MARCHE.....	3
1.3	ALLOTISSEMENT	3
1.4	DUREE DU MARCHE.....	3
1.5	NORMES	3
ARTICLE 2	DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
2.1	PIECES PARTICULIERES DU MARCHE	4
2.2	PIECES GENERALES	4
ARTICLE 3	REPRESENTANT DU BENEFICIAIRE ET DU TITULAIRE	4
3.1	REPRESENTATION DES DEUX PARTIES	4
3.2	MODIFICATIONS TOUCHANT AU TITULAIRE SURVENANT EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE	5
ARTICLE 4	MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX	5
4.1	LA TARIFICATION.....	5
4.2	REGULARISATION	6
ARTICLE 5	PAIEMENT DES PRIMES ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE.....	6
5.1	COMPTABLE ASSIGNATAIRE	6
5.2	DELAIS DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES	6
5.3	PAIEMENT PAR MANDAT ADMINISTRATIF	6
ARTICLE 6	INTERLOCUTEURS POUR LE SUIVI DU MARCHE.....	7
6.1	AU NIVEAU DU SUIVI ADMINISTRATIF ET FINANCIER.....	7
ARTICLE 7	SOUS-TRAITANCE	7
ARTICLE 8	GESTION DES SINISTRES.....	8
8.1	OBLIGATIONS A LA CHARGE DE L'ASSURE	8
8.2	OBLIGATIONS A LA CHARGE DE L'ASSUREUR	8
8.3	EXPERTISE	8
ARTICLE 9	PRESCRIPTION BIENNALE	9
ARTICLE 10	ASSURANCE.....	9
ARTICLE 11	CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	9
11.1	ENGAGEMENTS ENVIRONNEMENTAUX DE L'ASSUREUR	9
11.2	CERTIFICATIONS ET LABELS RSE.....	9
11.3	SUIVI ET CONTROLE	10
ARTICLE 12	PROTECTION DES DONNEES.....	10
ARTICLE 13	RESILIATIONS.....	10
ARTICLE 14	REGLEMENT AMIABLE DES LITIGES - RECOURS	10
ARTICLE 15	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	11

1.1 Objet du marché

Le présent marché est un marché de services au sens de l'article L.1111-4 du Code de la commande publique (CCP) qui a pour objet la mise en place d'un contrat d'assurances hospitalières, responsabilité civile, risques annexes pour le compte de l'Institution nationale des invalides.

Le détail des prestations figure au cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes n°2 et n°3.

1.2 Forme du marché

Le présent marché est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles R.2124-1 à R.2124-3, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la Commande Publique.

Les prestations seront exécutées au moyen de bons de commande émis par l'acheteur, dans les conditions définies au CCAP.

1.3 Allotissement

Lot 1 : Responsabilité civile

Ce lot couvrira tous les risques liés à la responsabilité civile de l'établissement, incluant les dommages corporels, dommages matériels et les risques liés aux prestations médicales et hospitalières.

Lot 2 : Cybersécurité

Ce lot couvrira la protection des données personnelles à la cybersécurité aux cyber-attaques et autres incidents informatiques.

1.4 Durée du marché

Le marché est conclu pour une période initiale allant du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2026.

À l'issue de cette période initiale, le marché pourra être reconduit tacitement trois fois, pour une durée de douze (12) mois, sans que sa durée totale n'excède quarante-huit (48) mois.

Conformément à l'article R2112-4 du Code de la commande publique, le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction.

Toutefois, la personne publique peut décider de ne pas reconduire le marché. Cette décision devra faire l'objet d'une notification expresse au titulaire 3 mois avant la date d'échéance de l'année en cours. À défaut, le marché sera reconduit automatiquement pour la période suivante.

1.5 Normes

Le titulaire ne saura se prévaloir de l'absence de référence dans le présent marché à un texte législatif ou réglementaire pour prétendre s'y soustraire. Les prestations sont exécutées dans les règles de l'art et sont soumises à une obligation de résultat.

Les matériels proposés devront être conformes à la législation et la réglementation française et européenne en vigueur, ainsi qu'aux normes correspondantes précisées dans le cahier des clauses techniques particulières.

2.1 Pièces particulières du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes, classées par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière n°1 ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes n°2 et n°3 ;
- le cadre de mémoire technique dûment rempli ;
- les conditions générales et particulières de l'assureur ;
- l'inventaire des risques – sinistralité.

En cas de contradiction ou de discordance entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus. Les documents originaux conservés dans les locaux de la personne publique font, seuls, foi.

2.2 Pièces générales

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures et services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté 30 mars 2021. En cas de modification du CCAG-FCS, le document applicable est celui en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, soit le mois de la date limite de remise des offres précisée sur la première page du règlement de consultation du présent marché.

Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, tout texte administratif national applicable dans le cadre de l'exécution du présent marché et, d'une manière générale, de tout texte ou de toute réglementation intéressant son activité pour autant que ces textes soient d'ordre public ou qu'ils suppléent des autres pièces contractuelles.

3.1 Représentation des deux parties

3.1.1 *Représentant du pouvoir adjudicateur*

Le pouvoir adjudicateur au sens de l'article L.1211-1 du CCP est :

L'Institution nationale des invalides (INI), établissement public à caractère administratif régi par les dispositions des articles L621 1 à L622 8 et R621 1 à R622 22 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre – SIREN N° 180 007 023 - N° de TVA Intracommunautaire FR62 180 007 023 - APE N° 8610Z –, dont le siège social est Institution nationale des Invalides,

6 boulevard des Invalides, CS 70807, 75700 Paris cedex 07 – France,

Représentée par le Médecin Général Inspecteur Sylvain AUSSET, directeur, nommé par décret du 01 juillet 2024, ci-après désigné « la personne représentant le pouvoir adjudicateur ».

3.1.2 Représentant du titulaire

En application de l'article 3.4 du CCAG-FCS, le titulaire désigne, dès la notification du marché, un correspondant ayant qualité pour le représenter vis-à-vis de la personne publique. Cette désignation est notifiée à la personne publique par lettre recommandée avec avis de réception ou par tout autre moyen permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

Ce correspondant-interlocuteur unique devra pouvoir être joint par téléphone et par courriel pendant les heures ouvrées.

3.2 Modifications touchant au titulaire survenant en cours d'exécution du marché

Par dérogation aux dispositions de l'article 3.4.2 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de notifier sans délai au représentant du pouvoir adjudicateur toute modification administrative ou juridique de sa société survenant au cours de l'exécution du présent marché qui se rapporte :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il se présente ;
- à la raison sociale ou à sa dénomination ;
- à sa nationalité ;
- à son domicile ou à son siège social ;
- au montant de son capital social ;
- au compte bancaire ;
- aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent ;
- aux groupements auxquels il participe, lorsque ces groupements intéressent l'exécution des prestations,
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

et, d'une façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Toute information et/ou document devra être adressé au Service des Achats et de l'Approvisionnement (Cellule marchés) par courriel :

marches.saa@invalides.fr

S'il ne respecte pas cette obligation, il s'expose à la résiliation du marché pour faute du titulaire en application de l'article 41 du CCAG-FCS.

ARTICLE 4 MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

4.1 La tarification

La cotisation forfaitaire provisionnelle telle qu'elle figure à l'annexe financière n°1 de l'acte d'engagement du marché sera payable annuellement à terme échoir conformément aux dispositions fixés par le Code des assurances. Elle sera établie sur la base du chiffre d'affaires de l'exercice précédent. Le prix de cette cotisation est ajustable.

La cotisation annuelle définitive sera calculée à la fin de l'année d'assurance en appliquant le taux de cotisation provisionnel fixé à l'annexe financière n°1 de l'acte d'engagement au pourcentage (fixé par le titulaire) du chiffre d'affaires déclaré par l'INI pour l'année d'assurance écoulée.

Si la cotisation annuelle définitive est supérieure à la cotisation provisionnelle perçue pour la même période, une cotisation complémentaire égale à la différence sera due par l'Institution nationale des Invalides.

Si la cotisation annuelle définitive est inférieure à la cotisation provisionnelle pour la même période, la différence sera remboursée par le titulaire du marché.

4.2 Régularisation

Prime responsabilité civile : une régularisation aura lieu chaque année. Elle s'effectuera exclusivement sur les bases ci-dessus, après déduction de la prime de l'exercice.

Elle a lieu à la demande de l'assureur.

ARTICLE 5 PAIEMENT DES PRIMES ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

Le paiement des primes s'effectue selon les modalités prévues à l'article 5.2 du présent CCAP. L'assureur renonce à suspendre ses garanties ou à résilier le contrat en cas de retard de paiement résultant uniquement des procédures administratives (y compris le vote des crédits).

5.1 Comptable assignataire

Le comptable assignataire des paiements est désigné ci-après :

Agent comptable de l'Institution nationale des Invalides
6, boulevard des Invalides
CS 70807
75700 Paris cedex 07

5.2 Délais de paiement et intérêts moratoires

Le délai global de paiement (DGP) des sommes dues en exécution de marché est fixé à trente (30) jours conformément à l'article R.2192-10 du Code de la commande publique (CCP). Le DGP court à compter de la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur (article R.2192-12 du CCP).

Le DGP peut être suspendu par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues aux articles R.2192-27 à R.2192-29 du CCP, s'il constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le contrat ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

En application de l'article L.2192-13 du CCP, le dépassement du DGP ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou du sous-traitant admis au paiement direct, au bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du DGP ou l'échéance prévue au contrat et d'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Conformément aux dispositions de l'article R.2192-31 du CCP, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Conformément à l'article D.2192-35 du CCP, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement, due dès le premier jour de retard, s'ajoute aux intérêts moratoires.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal (article R.2192-36 du CCP).

5.3 Paiement par mandat administratif

Les factures sont directement transmises via CHORUS PRO. Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique selon la réglementation en vigueur.

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif.

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, après exécution des prestations, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct doit envoyer sa facture via la solution mutualisée dénommée CHORUS PRO en ligne à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Pour cela, il renseigne les champs du formulaire de saisie au moyen des informations suivantes :

- identifiant SIRET de l'INI : 180 007 023 000 13
- code service : SAA

Ces informations figurent sur les demandes de paiement de la cotisation forfaitaire provisionnelle émis par l'INI.

Pour toutes informations complémentaires, le titulaire est invité à se rendre à l'adresse suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les demandes de paiement afférentes au marché seront établies, outre les mentions obligatoires listées légales à l'article D.2192-2 du CCP, selon les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse du créancier ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Le numéro et la date du marché ;
- La désignation de la prestation exécutée ;
- Le prix net H.T. de chaque prestation ;
- Le taux et le montant des taxes en vigueur,
- Le montant total T.T.C. des prestations exécutées.

La facture annuelle devra impérativement indiquer :

- Masse salariale déclarée au moment de la souscription ;
- Nouvelle masse salariale ;
- Taux appliqué.

ARTICLE 6 INTERLOCUTEURS POUR LE SUIVI DU MARCHE

Lors de l'exécution du marché, les interlocuteurs sont :

6.1 Au niveau du suivi administratif et financier

Service des marchés

Institution nationale des invalides
6 Boulevard des Invalides – CS 70807
75700 Paris cedex 07
Courriel : marches.saa@invalides.fr

Service des finances

Institution nationale des Invalides
6 Boulevard des Invalides – CS 70807
75700 Paris cedex 07
Courriel : commun.saa@invalides.fr

ARTICLE 7 SOUS-TRAITANCE

Conformément à l'article L.2193-3 du Code de la commande publique (CCP), le titulaire d'un marché public peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu de l'INI l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, conformément aux dispositions des articles L.2193-4 à L.2193-7 du CCP.

Pour les prestations dont la sous-traitance est envisagée au moment de l'offre, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés par le marché conformément aux dispositions des articles R.2193-1 et R.2193-2 du CCP.

Pour les prestations dont la sous-traitance est envisagée après la notification du marché, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé des deux parties dans les conditions définies aux articles R.2193-3 et R.2193-4 du CCP.

Cette sous-traitance ne peut en aucune façon décharger le titulaire de sa responsabilité vis-à-vis de l'exécution des prestations.

Le titulaire est tenu de soumettre à l'approbation de l'INI et de justifier toutes modifications qu'il souhaite apporter aux prestations sous-traitées : modification des limites d'intervention des sous-traitants, remplacement ou désignation d'un nouveau sous-traitant, etc. L'INI pourra s'y opposer si les dispositions envisagées lui paraissent de nature à compromettre le bon déroulement du projet.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies au titre III de la loi № 75 1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et à l'article 3.6 du CCAG-FCS.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 32 du CCAG-FCS).

Pour mémoire, l'article L.8271 1 1 du Code du travail sanctionne d'une amende de 7 500 € le défaut de déclaration du sous-traitant.

ARTICLE 8 GESTION DES SINISTRES

Dès l'ouverture d'un dossier sinistre, l'assureur s'engage à tenir régulièrement l'assuré informé du déroulement des opérations et du suivi de la réclamation.

Il devra également fournir à l'assuré, chaque année, au cours du trimestre suivant la date d'échéance, l'état « statistique » de l'année écoulée.

8.1 Obligations à la charge de l'assuré

- Intervenir pour en limiter les conséquences, en prenant éventuellement toutes mesures conservatoires et préventives en accord avec l'assureur,
- Le déclarer de manière circonstanciée à l'assureur dans les 15 jours suivant la date à laquelle il en a eu connaissance, sauf cas fortuit ou force majeure,
- Transmettre à l'assureur dans les meilleurs délais suivant la déclaration, un état estimatif aussi détaillé que possible des dommages subis par lui,
- Communiquer à l'assureur dans les 48 h toute pièce de procédure reçue par lui,
- Justifier de l'existence et de la valeur des biens sinistrés.

8.2 Obligations à la charge de l'assureur

Verser l'indemnité dans les 15 jours suivant la détermination de son montant, après accord des parties ou, à défaut, décision judiciaire exécutoire.

8.3 Expertise

Les dommages sont évalués de gré à gré ou, à défaut par expertise amiable, l'assuré ayant la possibilité de se faire assister dans tous les cas par un expert et quel que soit le montant des dommages.

Cet expert devra être agréé par l'Institution nationale des invalides.

ARTICLE 9 PRESCRIPTION BIENNALE

Toute action dérivant des présentes conditions générales et particulières est prescrite par deux ans à compter de l'évènement qui lui donne naissance, dans les termes des articles L.114-1 et L.114-2 du code des assurances.

Toutefois ce délai ne court :

- En cas de réticence, omission, déclaration fausse ou inexacte sur le risque encouru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance,
- En cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption, par une action ou citation en justice, commandement ou saisie signifiés à celui que l'on veut empêcher de prescrire, par la désignation d'un expert après sinistre, par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'assureur à l'assuré pour paiement d'une cotisation, et par l'assuré à l'assureur pour le paiement de l'indemnité.

ARTICLE 10 ASSURANCE

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit contracter une assurance permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par ailleurs, le titulaire est tenu de transmettre à l'INI son attestation d'assurance au stade de la présentation de sa candidature, et s'engage, sur toute demande faite par l'administration, en recommandé avec avis de réception, à lui en communiquer une copie certifiée conforme.

Le titulaire doit informer l'INI de tout sinistre intervenu dans les 24 heures suivant celui-ci.

ARTICLE 11 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

11.1 Engagements environnementaux de l'assureur

Le titulaire du présent marché s'engage à mettre en œuvre une politique active de réduction de son empreinte carbone (bâtiments, déplacements, numérique responsable, etc...) et transmettra au service marchés, à la demande de l'INI, une fois par an, un **bilan environnemental synthétique** présentant les actions mises en œuvre et les résultats obtenues en matière de réduction de son empreinte carbone.

11.2 Certifications et labels RSE

Le titulaire s'engage à justifier, pendant toute la durée du marché, de la mise en œuvre d'une démarche de responsabilité sociétale des entreprises (RSE), attestée par :

- la détention d'une certification ou d'un label reconnu (par exemple : ISO 90001 ou 140001, ou norme ISO26000 ou équivalent) ;
- ou, à défaut, la présentation d'un plan d'action RSE structuré et suivi, visant à l'obtention d'une telle reconnaissance.

11.3 Suivi et contrôle

L'Institution nationale des Invalides se réserve le droit de demander tout document justificatif relatif aux engagements mentionnés ci-dessus.

Le non-respect répété et non justifié de ces obligations pourra donner lieu à l'application des pénalités prévues au présent marché, sans préjudice de la résiliation éventuelle pour faute.

ARTICLE 12 PROTECTION DES DONNEES

Dans le cadre de l'exécution du présent marché d'assurance, des données à caractère personnel seront traitées par l'assureur. En tant que responsable de traitement, l'assureur s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, ainsi que la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

ARTICLE 13 RESILIATIONS

Le marché peut être résilié dans les cas prévus aux articles 38 à 41 et 43 à 45 du CCAG-FCS.

Concernant le travail dissimulé, conformément aux articles L.8222- 1 à L.8222-6 du code du travail :

- Le titulaire du marché transmet au pouvoir adjudicateur tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, les mêmes pièces que celles exigées lors de la signature du contrat.
- Dans le cas où un agent de contrôle lui signale que le titulaire ne respecte pas leurs obligations, l'INI le mettra en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception de régulariser sa situation et d'en apporter la preuve dans un délai de deux mois (fourniture des mêmes pièces justificatives à jour).

Au cas où le titulaire n'aurait pas donné suite à cette injonction, en régularisant la situation, l'INI pourra résilier le marché sans indemnités aux torts du titulaire.

- En cas d'augmentation du taux de prime, intervenant en dehors de toute modification des risques assurés, l'assuré dispose de la faculté de résilier le contrat, par lettre recommandée adressée dans un délai de deux mois à compter de la réception de l'avis d'échéance l'informant de la nouvelle tarification.

La résiliation prendra effet à l'issue d'un délai minimum de QUATRE MOIS à compter de l'envoi de cette notification à l'assureur. L'assuré sera redevable d'une portion de cotisation calculée au prorata pour la période comprise entre la date d'échéance et la date de prise d'effet de la résiliation, sur la base du tarif précédemment en vigueur.

Enfin, **par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS**, l'INI se réserve le droit de résilier le marché pour motif d'intérêt général par lettre recommandée avec accusé de réception, sans que le titulaire puisse prétendre à une indemnité ou à un dédommagement quelconque.

- Le titulaire pourra transmettre ses pièces administratives à l'adresse suivante : marches.saa@invalides.fr

ARTICLE 14 REGLEMENT AMIABLE DES LITIGES - RECOURS

L'INI et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objets du marché.

Le titulaire ou la personne publique pourra également demander que les litiges et différends nés à l'occasion de la passation et de l'exécution du marché soient, conformément à l'article R.2197-1 du CCP,

soumis à l'avis du comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés du siège de l'INI. Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics de Paris : Préfecture de la région Île-de-France – 5 rue Leblanc – 75911 Paris Cedex 15. Tél : +33 1.82.52.42.72 - Courriel : ccira@paris-idf.gouv.fr

Pour tout différend ou litige qui s'élèverait entre les parties, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, la juridiction compétente sera celle du ressort d'appartenance du siège de l'INI, à savoir :

le Tribunal administratif de Paris

7 rue de Jouy

75181 Paris Cedex 04

Téléphone : +33 1.44.59.44.00

Télécopie : +33 1.44.59.46.46

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

ARTICLE 15 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Article CCAP	Article du CCAG-FCS	Objet de la dérogation
2	4.1	Documents contractuels
3	3.4.2	Modifications titulaire survenant en cours d'exécution du marché
13	33	Résiliations